



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Cinquième Commission

Points 132 et 17 c) de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

Questions de politique macroéconomique :
soutenabilité de la dette extérieure et développement

Modalités d'application de la résolution 68/304, intitulée « Établissement d'un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine »

**Incidences sur le budget-programme du projet
de résolution A/C.2/69/L.4/Rev.1**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire de l'état présenté par le Secrétaire général, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, concernant les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/69/L.4/Rev.1 relatif aux modalités d'application de la résolution 68/304, intitulée « Établissement d'un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine » (A/C.5/69/13). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information, puis il a reçu des réponses écrites le 12 décembre 2014.

2. Dans la partie introductive de l'état susmentionné, le Secrétaire général fait savoir qu'à sa 37^e séance, le 5 décembre 2014, la Deuxième Commission de l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution A/C.2/69/L.4/Rev.1 et qu'elle était saisie d'un état des incidences sur le budget-programme publié sous la cote A/C.2/69/L.59.



3. Comme indiqué au paragraphe 2 de l'état, aux termes des dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 10 du projet de résolution A/C.2/69/L.4/Rev.1, l'Assemblée générale :

a) Déciderait de créer un comité spécial en vue d'élaborer un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine, afin, notamment, d'améliorer l'efficacité, la stabilité et la prévisibilité du système financier international et de parvenir à la croissance économique et à un développement durable;

b) Déciderait également que le comité spécial tiendrait au moins trois réunions d'une durée de trois jours ouvrés chacune, à la fin de janvier, en mai et en juin-juillet 2015, et qu'il pourrait tenir d'autres consultations et séances de rédaction, le cas échéant;

c) Déciderait en outre que les réunions du comité spécial se tiendraient au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York;

d) Prierait le comité spécial de lui soumettre, à sa soixante-neuvième session, une proposition pour examen et suite à donner.

4. Le Secrétaire général précise que les activités à entreprendre concernent la partie A [Gestion des conférences (New York)] du programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2014-2015 (A/67/6/Rev.1) et qu'elles relèvent également du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015.

II. Incidences financières des propositions

5. Comme indiqué aux sections IV et V de l'état, les propositions du Secrétaire général découlant du projet de résolution entraîneraient des dépenses additionnelles d'un montant de 251 900 dollars à inscrire au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015, dont 201 000 dollars au titre des services d'interprétation et 50 900 dollars au titre de la documentation d'avant session.

III. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

6. Les activités prévues pour donner suite aux demandes formulées sont décrites à la section III de l'état présenté par le Secrétaire général. Il s'agit notamment d'au moins trois réunions d'une durée de trois jours ouvrés chacune, en 2015, soit en tout 18 séances à raison de deux séances quotidiennes (matinée et après-midi), l'interprétation étant assurée dans les six langues officielles. Le Secrétaire général indique également qu'au-delà des 18 séances prévues, les services de conférence ne seront assurés que dans la mesure des disponibilités. Il précise aussi que la demande figurant au paragraphe 10 du projet de résolution (voir par. 3 d) ci-dessus) donnerait lieu, pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,

à une charge de travail supplémentaire en matière de documentation, consistant en l'élaboration d'une documentation d'avant session de 8 500 mots dans les six langues officielles.

7. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que, pour tous les lieux d'affectation, les dépenses prévues pour le traitement de la documentation sont calculées sur la base d'un modèle unique d'établissement des coûts, qui prend en compte, en ce qui concerne chacun de ces lieux, les différences liées aux flux des travaux, à l'ampleur des opérations et aux conditions du marché. Lorsqu'il a examiné les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/69/L.29 intitulé « Les océans et le droit de la mer », le Comité consultatif a obtenu, après avoir demandé des précisions, des informations comparatives sur les coûts de traitement d'un document de 8 500 mots (50 900 dollars) et d'un document de 27 500 mots (161 800 dollars) à New York (voir annexe).

8. **Le Comité consultatif compte étudier de manière plus approfondie, dans le cadre de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, le modèle d'établissement des coûts que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences applique au traitement de la documentation officielle dans les quatre lieux d'affectation que sont New York, Genève, Vienne et Nairobi.**

IV. Conclusion

9. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au paragraphe 9 de l'état présenté par le Secrétaire général. **Le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution A/C.2/69/L.4/Rev.1 entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 251 900 dollars à inscrire au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015. Ce montant serait à imputer sur le fonds de réserve, ce qui exigerait l'ouverture de nouveaux crédits pour l'exercice biennal.**

Annexe

Service	Document de 8 500 mots		Document de 27 500 mots		Coût unitaire (dollars É.-U.)	Coût pour 8 500 mots (dollars É.-U.)	Coût pour 27 500 mots (dollars É.-U.)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (b) x (e)	(g) = d x (e)
Traduction et révision ^a	26 pages	Délai de 49 jours	83 pages	Délai de 157 jours	764,09	37 440,41	119 962,13
Traitement de texte ^b	26 pages	Délai de 31 jours	83 pages	Délai de 98 jours	307,38	9 528,78	30 123,24
Reproduction ^c	26 pages	51 194 pages imprimées	83 pages	163 427 pages imprimées	0,07	3 548,97	11 329,41
Distribution ^d	1 document	1 969 documents à distribuer	1 document	1 969 documents à distribuer	0,19	382,88	382,88
Total						50 900^e	161 800^e

^a À raison de 1,88 journée de travail (chiffre arrondi) par page traduite dans toutes les langues officielles.

^b À raison de 1,18 journée de travail (chiffre arrondi) par page traitée dans toutes les langues officielles.

^c Sur la base d'une norme établie de 1 969 impressions par page.

^d Sur la base d'une norme établie de 1 969 impressions par document.

^e Chiffre arrondi.